

# La bataille de l'eau potable fait rage en Ile-de-France

## Une vingtaine de communes de gauche veulent revoir leur réseau de distribution, tenu par Veolia

La piscine des Jeux olympiques de 2024 sortira de terre à Saint-Denis. Mais qui va la remplir? A ce jour, Veolia tient solidement les vannes du réseau d'eau de la ville au terme d'un marché avec le Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif), qui couvre 150 communes dans la région et court jusqu'en 2022. Mais une bataille de l'eau se profile dans l'ex-ceinture rouge de la capitale.

Plus de vingt municipalités de gauche de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne vont suspendre leur adhésion au Sedif, mardi 19 décembre. Avec un objectif commun: s'organiser pour faire venir l'eau chez leurs habitants sans recourir à un délégataire privé. Cette sédition est une première. En près d'un siècle, seules deux villes sont sorties du puissant syndicat d'élus qui délègue depuis 1923 au même opérateur le plus gros marché de l'eau en France.

Cette brèche dans le système de l'eau dans le Grand Paris ne se serait pas produite sans une rébellion des associations de citoyens, relayées par des élus de gauche ou écologistes, contre la gestion de Veolia et du Sedif et pour une baisse du prix de l'eau. Au motif que ce «*bien commun ne peut être source de profits*», ces partisans d'une «*gestion publique de l'eau*» ont multiplié les actions: débats publics, pétition, tracts pour que «*les habitants prennent le dossier de l'eau à bras-le-corps*», explique Joël Josso, conseiller municipal (PCF) de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), secrétaire de l'association Coordination Eau Ile-de-France, fer de lance de la mobilisation. La campagne a été relayée par un bataillon de maires, qui ont fait voter des vœux en faveur d'une gestion de l'eau en régie directe.

Le débat n'aurait pas fait autant de vagues si la loi NOTRE

d'août 2015 n'avait pas créé un contexte favorable à la sortie du Sedif. Les établissements publics territoriaux (EPT) qui ont remplacé les intercommunalités dans la Métropole du Grand Paris avaient, en vertu de cette loi, jusqu'au 31 décembre 2017 pour décider d'adhérer ou non au syndicat.

Sortir ou pas? Le dilemme s'est posé aux patrons des EPT Plaine Commune, Est Ensemble (Seine-Saint-Denis) et Grand Orly Seine Bièvre (Val-de-Marne). La majorité des 36 villes concernées s'était déclarée favorable au passage en régie. Mais claquer la porte du Sedif – sans espoir de retour – aurait impliqué de lancer du jour au lendemain des travaux colossaux pour créer des réseaux de distribution de l'eau indépendants de ceux du syndicat: un gouffre financier pour les EPT et leurs communes.

### «Système Santini»

Les présidents des trois EPT ont préféré jouer la montre. Avec André Santini, maire (UDI) d'Issy-les-Moulineaux et patron du Sedif, désireux lui aussi de temporiser pour éviter une rupture, ils ont signé une convention qui autorise les trois EPT à sortir du Sedif avec possibilité de réadhérer d'ici 2020. Ce délai est accordé sans suspension du contrat avec Veolia.

Mardi, les trois EPT devaient ratifier cette convention. Une vingtaine de maires ont l'intention de donner leur feu vert à leur retrait au Sedif. «*C'est le système Santini qui craque!*», se félicite Sylvie Badoux, adjointe (PCF) à Bondy, ville membre de Plaine Commune.

Mais le patron du Sedif ne désespère pas de voir ces villes revenir dans le giron syndical. «*Toutes les études menées sur ces trois territoires ont montré que passer en régie en restant à l'extérieur du Sedif coûterait très cher*», rappelle Philippe Knusmann, directeur général du Sedif et adjoint (LR) à Issy-les-Moulineaux.

De son côté, Veolia affûte sa riposte. L'argument selon lequel l'eau serait moins chère en régie est «*fallacieux*», explique le groupe. Si ce prix est plus bas à Paris, ce n'est pas parce que l'eau est distribuée en régie mais, explique Veolia, parce que le nombre d'usagers par branchement est plus grand et que les coûts de traitement de l'eau et d'entretien des canalisations sont plus faibles. Si

« nous avons les mêmes avantages structurels que la régie Eau de Paris, la facture serait, en banlieue, moins élevée que dans la capitale », assure-t-on au siège de l'entreprise.

Lors du vote des EPT mardi, une scission devrait se produire entre villes de droite et de gauche. La quasi-totalité des quinze communes LR et UDI souhaiteront rester adhérentes au Sedif à titre individuelle. «*J'étais ouvert à l'idée de passer en régie*, explique Vincent Jeanbrun, maire (LR) de L'Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne). *Mais une étude réalisée en juin m'a démontré que la facture d'eau des habitants s'envolerait.*»

A gauche, le front est quasiment uni. Seul Gilles Poux, maire PCF de la Courneuve (Seine-Saint-Denis), souhaite rester au Sedif «*pour tenter de peser dans les négociations à venir lors de la renégociation du marché en 2022*», explique l'élus, vice-président du syndicat.

### Rapprochement avec Eau de Paris

En attendant les résultats, les nouvelles études des trois EPT sur le découplage avec le réseau de Veolia, bon nombre de militants associatifs réfutent par avance les critiques sur la facture des travaux. «*Ils seront amortis sur la durée et n'auront qu'une très faible incidence sur le prix de l'eau pour les usagers*», relativise Jean-Claude Oliva, directeur de Coordination Eau Ile-de-France, et élu (EELV) à Bagnolet (Seine-Saint-Denis).

Lui et d'autres élus de gauche imaginent des gains de production grâce au rapprochement avec la régie de la capitale. Célia Blauel, présidente d'Eau de Paris, n'envisage pas «*une OPA sur la banlieue*». «*Mais nous sommes prêts à étudier toutes les demandes. Que ce soit de la vente d'eau, des études ou des partenariats avec de nouvelles régies dans la métropole*», af-

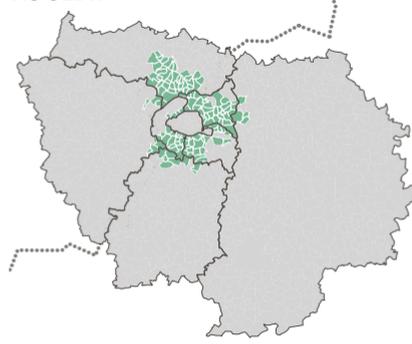
### CHOIX DE GESTION DE L'EAU POTABLE

- Commune qui envisage de sortir du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif)
- Commune qui renouvelle son adhésion au Sedif
- Décision de renouvellement non communiquée
- Commune hors périmètre du Sedif
- Limites d'établissement public territorial (EPT)

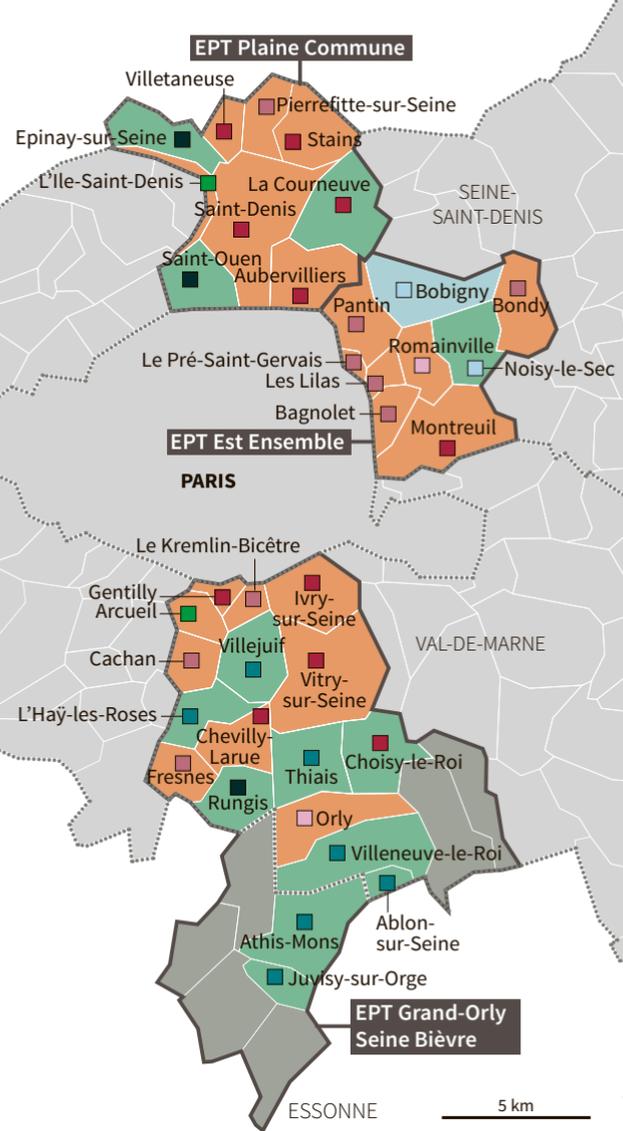
### ÉTIQUETTE POLITIQUE DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

- FDG PS
- DVG EELV
- UDI, MODEM LR
- DVD

### 150 COMMUNES ADHÉRENT AU SEDIF



SOURCES: SEDIF; LE MONDE  
INFOGRAPHIE LE MONDE



фирме l'adjointe (EELV) à la Mairie de Paris. Entre Anne Hidalgo et André Santini, «*aucun des deux ne songe à investir le territoire de l'autre*», prend soin de souligner M. Knusmann.

Les connaisseurs du dossier prédisent pourtant que ce Yalta de

l'eau ne durera pas. Eau de Paris a des «*capacités de production supérieures à ses besoins. Elle ne pourra pas rester longtemps à l'intérieur du périphérique, regarder les bras ballants les territoires limitrophes passer des contrats avec d'autres distributeurs d'eau*», prédit Gabriel

Amard, ex-maire (La France insoumise) de Viry-Châtillon (Essonne). Ce proche de Jean-Luc Mélenchon avait obtenu, en 2010, le retrait de sa commune du Sedif pour passer en régie. Une échappée solitaire, à l'époque. ■

BÉATRICE JÉRÔME

**Cette brèche est le produit d'une rébellion des associations de citoyens, relayées par des élus de gauche ou écologistes**